



Décryptage de l'actualité

Première semaine de la COP 26 :
mirages, méfiance, quelques espoirs



Le Comité 21 était présent à la COP 26, et a organisé trois évènements :

- *Ensuring biodiversity benefits from Nature-based solutions* – le **4 novembre**, en partenariat avec la Zoological Society of London et la Plateforme Océan et Climat ;
- *Quels dispositifs participatifs pour accélérer la décision et la mise en œuvre de stratégies et de projets d'adaptation au changement climatique dans les territoires ?* – le **8 novembre**, en partenariat avec Régions de France ;
- *The power of localizing climate action* – le **10 novembre**, en partenariat avec le Comité des Régions, ECOLISE, EESC, ICLEI et l'OCDE.

Cette note d'étape sera complétée par un commentaire complet des décisions de la COP 26, en début de semaine prochaine.



Première semaine de la COP 26 : mirages, méfiance, quelques espoirs



1. Deux COP, deux mondes

Il est coutumier que les avancées significatives des COP surviennent à la fin, voire dans les dernières heures de celles-ci. Aussi, est-il hasardeux de formuler un premier bilan à l'ouverture de la deuxième semaine de la COP26. On peut néanmoins tenter d'en caractériser certaines évolutions.

Tout d'abord, les premières décisions et l'ambiance générale ne semblent pas à la hauteur de la situation décrite par le dernier rapport du GIEC. Il y a de ce fait, comme certains intervenants l'ont relevé, deux COP. Celle, assez classique (bien que mal organisée), semblable à toutes les Conférences des Parties : d'interminables négociations de textes, d'autant plus pénibles que les échanges sur l'article 6 et l'article 13 datent maintenant de 4 ans ; des *side-events* plus clairsemés que d'habitude à cause des mesures sanitaires ; une disproportion visible entre les délégués du Nord et les délégués du Sud, malgré la présence des petites îles et des peuples d'Amazonie. La deuxième COP est celle principalement de la jeunesse, qui a défilé deux jours de suite dans les rues de Glasgow sur le thème de la justice climatique, interrogeant clairement la crédibilité voire la validité des débats officiels. À terme, on peut se demander si cette pression de la jeunesse mondiale n'alimentera pas de façon décisive le débat récurrent depuis 2 ans sur l'utilité du format et de la fréquence annuelle de tels rassemblements.



2. Des annonces significatives

- **Sur les trajectoires** : le nombre de pays (150 aujourd'hui) ayant déposé une contribution nouvelle aussi bien que ceux s'étant mis sur le chemin de la neutralité carbone (mais à des années différentes) a augmenté, si bien que 83 membres de l'ONU sont sur ce plan dans la ligne générale de l'Accord de Paris, soit une ambition supérieure de leurs Contributions déterminées au niveau national (NDC) par rapport à 2015, à défaut de l'être avec la trajectoire du 1,5 degré. Parmi eux, l'Inde a une place particulière, même si elle n'a annoncé viser la neutralité carbone qu'en 2070. Cela reste toutefois une « surprise », à défaut d'être 1.5-2°C compatible, puisque d'une part, c'est la première fois que l'Inde se fixe un objectif de neutralité carbone, et que d'autre part, comme le dit Thomas Hale de l'Université d'Oxford, personne ne se serait attendu à une annonce un an plus tôt. Enfin, le fait de fixer un objectif va permettre de commencer à débloquent des investissements dès aujourd'hui.
- **À notre sens, l'annonce la plus significative à ce stade est le passage de 30 à 103 pays signataires du Pacte mondial sur le méthane (*Global methane pledge*)** depuis l'AG de l'ONU en septembre, soit 70 % de l'économie mondiale : l'engagement consiste à réduire les émissions mondiales de méthane d'au moins 30 % par rapport aux niveaux de 2020 d'ici à 2030 afin de maintenir à portée de

1. GIEC. *AR6 Climate Change 2021: The Physical Science Basis*. Août 2021. Disponible à l'adresse : <https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg1/>

main l'objectif de limiter le réchauffement à 1,5 °C, en mettant l'accent sur les plus graves sources d'émissions (agriculture, déchets, industries des énergies fossiles). Cette annonce est portée par les États-Unis, l'Union européenne et les organisations philanthropiques mondiales. La Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD), le Fonds vert pour le climat et l'Agence internationale de l'énergie joueront également le rôle de partenaires de mise en œuvre. Le succès de l'engagement est estimé à une réduction du réchauffement d'au moins 0,2°C d'ici à 2050, mais pourrait être plus important avec une prise en compte plus forte du secteur de l'agriculture.

- **La décarbonation de l'Afrique du Sud** (mais aussi du Botswana, du Mozambique ou encore du Zimbabwe, clients d'ESKOM²) : l'Allemagne, la France, les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Union européenne vont consacrer 8,5 milliards de dollars pour financer la transition énergétique de l'Afrique du Sud qui dépend uniquement du charbon. Même si la part entre prêts et investissements n'est pas identifiée, c'est une action très importante car l'Afrique du Sud, très endettée, ne pouvait engager sa transition énergétique : or, cela représente 1 à 1,5 gigatonne d'émissions de CO₂ liées au charbon au cours des vingt prochaines années. Le président Macron a confirmé que ce type de modèle « solidaire » devait être privilégié.



3. Des annonces moins nouvelles

- **Un plan pour « sauver les arbres » d'ici à 2030. La déclaration des leaders à Glasgow sur l'utilisation des forêts et des terres** a réuni plus d'une centaine de pays représentant 85% des forêts dans le monde. Elle vise à arrêter la déforestation d'ici 2030. De plus, ce

sont 14 milliards de dollars sur les 5 prochaines années qui ont été promis. Soulignons toutefois que cet objectif à horizon 2030 est le même que celui de la Déclaration de New York en 2013, à la différence que cette fois-ci, le Brésil et d'autres pays ayant les taux de déforestation les plus importants se sont engagés. Ces engagements sont d'heureuses annonces, mais laissent les observateurs sceptiques quant aux moyens alloués (de 45 à 460 milliards par an pour restaurer et protéger les forêts) et concernant sa mise en œuvre.

- **La coalition pour la « fin du charbon »**, composée de 190 membres associant plus de 20 pays (dont l'Allemagne, la Pologne, l'Ukraine, le Vietnam, la Corée du Sud, l'Indonésie, l'Égypte et le Chili) et plus de 100 institutions financières, s'est élargie : elle a en effet été rejointe par la Chine qui l'a annoncé à l'Assemblée générale de l'ONU en septembre. Cela représenterait une élimination de 20 milliards de tonnes d'émissions de CO₂ jusqu'en 2050.



4. Un début de COP qui fait reposer l'objectif de 2 degrés, sans parler de celui de 1,5 degré, sur la deuxième semaine

Les annonces précédentes ne seront mesurables, et donc fiables, que si les mécanismes de transparence et les marchés du carbone sont définitivement fixés dans l'Accord de Paris. **Or, il n'est pas sûr du tout que le « Rule book » soit stabilisé à la fin de la COP.** Le Président de la COP a annoncé lui-même à la fin de la semaine que toutes les questions de l'Accord de Paris ne seraient pas réglées durant cette session, même si l'on semble s'avancer vers l'option de 5 ans pour les calendriers communs des contributions nationales (NDC), ou bien vers l'inclusion des droits humains dans l'article 6 sur les marchés carbone.

Il n'en reste pas moins que le projet de décision « chapeau » publié par la Présidence est extrêmement vague, et qu'au bout d'une semaine, la négociation sur les règles de transparence n'a pas beaucoup progressé. Elle se heurte d'une part aux pays qui n'en ont pas les moyens et à ceux qui n'en veulent pas, comme l'Arabie Saoudite. D'autre part, le financement de l'adaptation - thème pourtant présent comme jamais auparavant dans les *side-events* - n'avance pas, sans espoir véritable de créer un nouveau mécanisme de financement. Le problème est le même pour les pertes et préjudices : les pays développés, et surtout les Etats-Unis, refusent le principe de compensation qui ouvrirait selon eux la voie à la judiciarisation ; on ne voit pas non plus de voie pour leur financement, dont les besoins pour les pays du Sud sont chiffrés entre 290 et 580 milliards de dollars à horizon 2030.

Les financements restent la principale source de blocage

L'annonce des 130 000 milliards de dollars engagés par plus de 450 entreprises (Glasgow Financial Alliance pour Net Zero co-présidée par Michael Bloomberg et Mark Carney) pour financer la transition vers la neutralité carbone a créé un malaise. Son énormité et son manque de précision l'entachent en effet de suspicion, d'autant que la difficulté à respecter l'engagement des 100 milliards de dollars par an aux pays en développement à compter de 2020 est la priorité des pays du Sud, et le gage de confiance, qui, d'ores et déjà est repoussé en 2022 ou 2023.



5. Avancées, procrastination ou « bla bla bla » ?

Difficile, à la mi-temps, de se prononcer. On ne peut pas dire que les annonces ci-dessus soient négligeables : l'Agence Internationale de l'Energie estime d'ailleurs que si tous les engagements des nouvelles NDC étaient respectés, on pourrait contenir le réchauffement à 1,8°C d'ici à la fin du siècle. Cependant, la CCNUCC considère quant à elle à partir des seules NDC que la hausse des émissions serait de 13,7 % entre 2010 et 2030 (contre 16 % dans la synthèse réalisée le 25 octobre), alors qu'une baisse des émissions de CO₂ de 45 % serait nécessaire sur la période pour se conformer à la trajectoire 1,5 °C. Il faudra donc réaliser une étude cumulée des annonces « NDC » et des annonces concernant la décarbonation, et les puits de charbon.

Reste que, comme auparavant, les annonces pour les dix prochaines années sont minimales, alors que le GIEC a clairement affirmé que cette décennie serait cruciale pour limiter le réchauffement. L'absence de « calendrier » établissant des étapes entre 2022 et 2050 est extrêmement dangereuse.

Par ailleurs, l'importance des *lobbys* au sein même de la conférence, l'omniprésence de l'industrie nucléaire, et les atermoiements financiers - que les pays du Sud mettent en parallèle avec les envolées boursières de la première semaine de la COP - laissent un goût étrange pour ce début de COP, en face d'une jeunesse qui réclame son droit de vivre.

Le silence de la Chine et plus largement du Sud Est asiatique reflète l'état actuel du monde qui, pour concilier les exigences climatiques et les stratégies de leadership, s'affranchit pour une grande part des exhortations du Secrétaire général de l'ONU.

Directrice de publication et rédactrice : Bettina Laville
Constitutrices : Sarah Dayan, Tania Coquio



National
102 avenue des Ternes
75017 Paris
Tél. : 01 55 34 75 21
comite21@comite21.org

Grand Ouest
3, bd de la Loire
44200 Nantes
Tél. : 02 28 20 60 80
grandouest@comite21.org

www.comite21.org
www.comite21grandouest.org

